
LES PARLEMENTAIRES S'EXPRIMENT
Leur avis sur les Objectifs du Millénaire pour le
développement

LES PARLEMENTAIRES S'EXPRIMENT

Leur avis sur les Objectifs du Millénaire pour le développement

L'Union interparlementaire (UIP) a fait une enquête auprès de 20 parlementaires pour se faire une idée de la manière dont ils perçoivent les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)¹. L'enquête s'articulait autour de 16 questions auxquelles les intéressés ont répondu lors d'entretiens d'une heure environ organisés durant la 122^{ème} Assemblée de l'UIP (mars 2010), avec des membres du Secrétariat de l'UIP. Le questionnaire comportait trois sections distinctes : 1) une évaluation générale des OMD comme instrument mondial de développement; 2) une évaluation des OMD par rapport aux parlements; et 3) une analyse prospective des OMD et des parlements.

Les parlementaires interrogés ont été recrutés sur la base du volontariat. L'échantillon a été constitué de manière aléatoire, afin d'intégrer des parlementaires ayant différents cursus et non pas uniquement des parlementaires issus de commissions traitant de questions en rapport avec le développement. Dans la mesure du possible, on a fait en sorte de garantir un équilibre hommes-femmes et d'impliquer des pays à différents stades de développement social, politique et économique.

Les résultats de l'enquête ont ensuite été analysés parallèlement aux propos que les Présidents de parlement ont tenus au sujet des OMD dans les 115 discours qu'ils ont prononcés lors de leur 3^{ème} Conférence mondiale, organisée par l'UIP en juillet 2010. Le présent document reprend les résultats de l'enquête de l'UIP et donne un aperçu de l'expérience que les parlementaires ont réellement des OMD.

Les résultats de l'enquête concordent, pour l'essentiel, avec les discours prononcés à la Conférence mondiale des Présidents de parlement. Dans les deux cas, il ressort que les parlementaires voient dans les OMD un instrument utile pour promouvoir les objectifs de développement, mais pensent néanmoins que les mesures prises par les Parlements au profit de ces objectifs sont limitées. Il apparaît, par ailleurs, que les parlementaires voient dans ces huit objectifs des points de repère importants pour mesurer les progrès accomplis en matière de développement et identifier les domaines exigeant une action plus poussée.

Les parlementaires sont unanimes quant au fait que la crise financière mondiale a considérablement ralenti la réalisation des OMD. Alors que les pays ont tendance à se replier sur eux-mêmes pour faire face à des déficits budgétaires qui explosent, un chômage important et toute une série de problèmes de gouvernance, notamment la corruption, certains craignent que l'aide internationale au développement ne soit détournée des OMD. La majorité des parlementaires pensent que, sur les huit Objectifs, ceux qui ont trait à la santé sont aujourd'hui les plus difficiles à atteindre. Ils ont par

¹ AKBARY, Mohammad Noor (Afghanistan); MARTINS DA SILVA, Bernarda (Angola); MUBARAK, Aysha (Bahreïn); TSHERING, Dorji (Bhoutan); MOLATLHEGI, Kagiso (Botswana); GUIGMA DIASSO, Mariam Marie Gisèle (Burkina Faso); TRAORE, Mélégué (Burkina Faso); MOUNDZALO, Jacqueline Solange (Congo); REGUEIFEROS LINARES, Yenielys (Cuba); (Anonyme) (Indonésie); BASTAMAN, Syarif (Indonésie); CONTINI, Barbara (Italie); BOUAYAD, Zoubida (Maroc); JARA, Salomón (Mexique); DAHIRU, Umaru (Nigéria); SANI, Saudatu (Nigéria); AKHAMOUNTRY, Koukeo (République populaire démocratique lao); VIEGAS, Maria Terezinha (Timor-Leste); LUBINDA, Given (Zambie); GAULE, Believe (Zimbabwe); MADZIMURE, Willias (Zimbabwe).

ailleurs identifié un certain nombre de problèmes prioritaires qui ont une incidence sur le développement, quoique n'entrant pas dans le cadre des OMD. Il s'agit en particulier du terrorisme, des migrations et de la traite des êtres humains, ainsi que des trafics de stupéfiants et d'armes.

L'enquête en un coup d'œil

- 19 des 20 parlementaires interrogés (95 %) ont estimé qu'un cadre commun d'objectifs de développement favorisait le développement dans le monde.
- 15 des 20 parlementaires (75 %) ont estimé que la transposition des OMD en objectifs nationaux avait été un succès dans leur pays.
- 14 des 20 parlementaires (52 %) voient dans les OMD touchant à la santé, les objectifs les plus difficiles à atteindre, en particulier l'objectif qui concerne le VIH/sida.
- 15 des 20 parlementaires (75 %) soutiennent que les OMD offrent un cadre utile aux parlementaires pour adopter et contrôler les programmes et budgets consacrés au développement. Ils ont insisté sur l'importance du contrôle parlementaire et recommandé que l'on veuille à renforcer la fonction de contrôle.
- La moitié des parlementaires interrogés ne croient pas que leurs collègues suivent la progression des OMD.
- 16 des 20 parlementaires (80 %) souhaitent que leur parlement participe davantage à la réalisation des OMD.

PREMIERE PARTIE

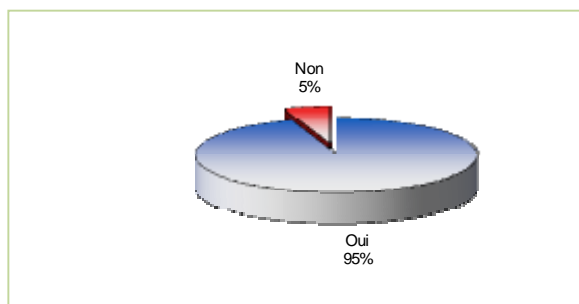
Evaluation générale des OMD comme instrument du développement dans le monde

Le cadre mondial des OMD est un instrument utile pour le développement

Sur les 20 parlementaires interrogés, 19 pensent qu'un ensemble commun d'objectifs internationaux de développement est un instrument utile pour faciliter le développement dans le monde. La majorité d'entre eux estime que l'existence d'un calendrier international encourage à se focaliser sur le développement, ce qui n'aurait peut-être pas été le cas autrement.

Question 1

Pensez-vous que l'établissement d'un ensemble mondial d'objectifs de développement tels que les OMD soit favorable au développement dans le monde ?



"Bien que présentés comme un cadre mondial, les OMD orientent les projecteurs sur les pays en développement, ce qui engendre une pression internationale pour les dirigeants du tiers-monde et les oblige à travailler au développement durable."

- Willias Madzimore
Président du Réseau des parlementaires africains contre la corruption,
Vice-Président de Commissions (Zimbabwe)

Nombre de parlementaires pensent que les OMD offrent un ensemble de points de repère qui peuvent être utilisés pour mesurer les aboutissements et les échecs de l'action internationale. Toutefois, nombre de parlementaires ne sont pas d'accord, estimant que les objectifs mondiaux ne prennent pas suffisamment en compte la situation propre à chaque pays. Il a été dit que les OMD reposaient trop largement sur des données agrégées, qui masquent les inégalités entre les groupes de population au sein même des pays. De ce point de vue, l'utilité des OMD pour faciliter l'action mondiale en faveur du développement semble limitée.

"Ce cadre doit tenir compte de la réalité de chaque pays."

- Maria Terezinha Viegas
Vice-Présidente du Parlement national (Timor-Leste)

"Les OMD sont une bonne idée. Le problème est que les pays riches ne sont pas au diapason avec les pays pauvres. Les parlementaires des pays du Nord ne sont pas suffisamment informés sur les OMD. Peu de parlementaires sont susceptibles d'avoir les compétences requises."

- Barbara Contini
Membre du Parlement (Italie)

La transposition des OMD en objectifs nationaux est en progression

Sur les 20 parlementaires interrogés, 15 ont estimé que les OMD avaient été transposés avec succès en cibles nationales, dans leurs pays respectifs. Dans la grande majorité des pays représentés dans l'échantillon, il y a un lien évident entre politiques nationales de développement et OMD. Dans certains pays, par exemple au Bhoutan, tous les OMD ont été intégrés au plan national. A Bahreïn, au Botswana et au Burkina Faso, des priorités nationales, telles que l'éducation ou l'émancipation des femmes, ont été identifiées et des politiques appropriées ont été élaborées conformément aux OMD correspondants. Durant la Conférence des Présidents de parlement, des membres de 14 autres parlements ont expliqué que, dans les pays respectifs, certains OMD avaient été transposés en cibles nationales et des programmes élaborés en conséquence.

Toutefois, cinq des parlementaires interrogés ont indiqué que la situation nationale, notamment les programmes politiques ou le manque de moyens, empêchait de s'appuyer sur les OMD pour définir des objectifs nationaux, remarques que l'on a retrouvées dans les discours de Présidents de parlement venus des quatre coins du monde. Certains Présidents se sont dits préoccupés de ce que les OMD avaient été définis sans tenir suffisamment compte de la situation particulière dans laquelle chaque parlement évolue et que, par conséquent, ils ne constituaient pas des points de repère très utiles. Enfin, un seul des 20 parlementaires interrogés a soutenu que les objectifs mondiaux étaient bien trop éloignés des réalités nationales pour donner un cadre utile aux décideurs.

Les Objectifs relatifs à la santé, en particulier au VIH/sida, seraient les plus problématiques

Seize des parlementaires interrogés ont cité les objectifs touchant à la santé (Objectif 4 - mortalité infantile, Objectif 5 - santé maternelle et Objectif 6 - VIH/sida, tuberculose et paludisme) comme étant les plus problématiques pour leur parlement. Sept d'entre eux ont cité en particulier les difficultés de leur pays à combattre le VIH/sida.

Les commentaires formulés lors des entretiens ainsi que de la Conférence des Présidents de parlement font ressortir la crainte que la densité croissante de la population ne contribue à la propagation des épidémies et que les systèmes sanitaires déjà insuffisants ne soient plus à même de faire face. Certains pays essayent de réformer leur secteur sanitaire pour assurer une couverture universelle, mais les parlementaires interrogés craignent que ces réformes ne soient pas achevées à l'échéance 2015. Ils ont le sentiment que la santé maternelle sera l'objectif qui aura le moins progressé, en particulier pour des raisons d'opposition culturelle à l'Objectif 3 - promotion de l'égalité entre les sexes et émancipation des femmes.

"Malgré les efforts accomplis, la mortalité maternelle demeure élevée. La santé des femmes est vitale pour lutter contre la pauvreté. Les politiques gouvernementales sont souvent insuffisantes sur les questions d'égalité des sexes en raison de préjugés culturels anciens contre les femmes."

- Mariam Marie Gisèle

Deuxième Vice-Présidente de l'Assemblée nationale
(Burkina Faso)

DEUXIEME PARTIE

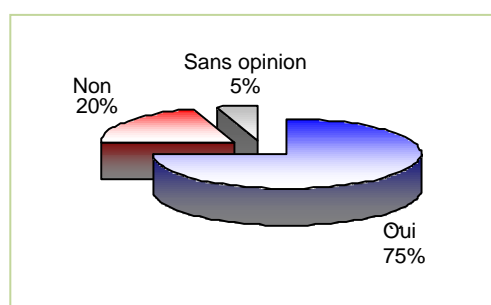
Evaluation des OMD par rapport aux parlements

Trois-quarts des parlementaires interrogés pensent que les OMD sont utiles aux parlements pour adopter et contrôler les programmes et budgets de développement

La majorité des parlementaires affirment que les OMD constituent des points de repères utiles et permettent aux Parlements de voir ce qui a été accompli ou non dans des domaines essentiels.

Question 4

Pensez-vous que les OMD aident les parlements à adopter et contrôler les programmes et budgets de développement ?



Seuls quatre des 20 parlementaires interrogés ont dit qu'ils ne trouvent pas que les OMD facilitent l'adoption et le contrôle des programmes et budgets de développement, en partie parce que leurs parlements respectifs ont un rôle limité dans l'adoption et le contrôle des programmes et budgets de développement, en général. Les OMD sont de ce fait plus utiles à l'Exécutif et à la communauté internationale qu'aux parlements.

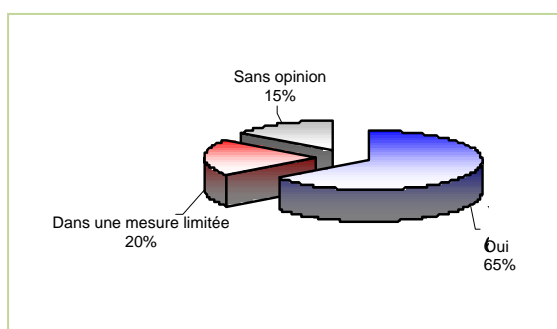
Il a par ailleurs été dit que les huit OMD n'étaient pas suffisamment précis et ne faisaient pas apparaître nombre des problèmes urgents à l'échelon national. C'est ce qu'ont indiqué un grand nombre de parlementaires durant la Conférence des Présidents de parlement, estimant que leurs priorités concernaient moins les OMD que les problèmes de conflit, de prolifération des armes nucléaires, de migration, de privatisation et de traite des personnes et autres trafics de marchandises, auquel cas ils ont le sentiment que le cadre défini avec les OMD ne les aide pas à adopter de programmes et budgets de développement en rapport avec les priorités nationales.

Pour la majorité des parlementaires, les OMD facilitent l'exercice de la fonction de contrôle

Les OMD aident tous les parlementaires, bien que dans une mesure variable, dans leur fonction de contrôle en matière de développement. Treize des 20 parlementaires interrogés ont estimé que les OMD les avaient beaucoup aidés dans leur fonction de contrôle, tandis que quatre autres ont jugé les OMD d'une utilité limitée, estimant toutefois que cela était dû à la faible capacité de contrôle de leur parlement et non à un défaut inhérent aux OMD.

Question 5

L'existence des OMD vous a-t-elle aidé(e) dans l'exercice de votre fonction de contrôle sur les questions de développement ?



“Les OMD donnent aux parlementaires un cadre d'échange sur les politiques de développement, ce qui est crucial, car les gouvernements ne publient pas suffisamment de rapports sur la question du développement en tant que tel.”

- Willias Madzimore
Président du Réseau des parlementaires
africains contre la corruption,
Vice-Président de Commissions
(Zimbabwe)

Les procédures de communication d'informations renforcent la fonction de contrôle du Parlement

L'accès aux rapports et mises à jour sur les OMD renforcent la fonction de contrôle des parlements sur les OMD en ce sens qu'il donne des éléments aux parlementaires pour poser des questions à l'Exécutif dans les domaines en rapport avec le développement.

Sur les parlementaires interrogés, 12 ont indiqué que des ministres ou membres de l'équipe spéciale chargée des OMD s'étaient présentés au moins une fois devant des commissions parlementaires pour fournir des informations sur les progrès du pays au regard des OMD. Cependant, il ne s'agit pas là d'une pratique systématique, qui ne fait en outre que rarement l'objet de la présentation de rapports. Par ailleurs, sept parlementaires ont indiqué que, à leur connaissance, l'Exécutif ne fournissait pas des informations régulières sur les progrès accomplis en la matière. Ils n'ont été que quatre à indiquer que leur parlement recevait un rapport annuel sur les OMD et six à déclarer qu'il y avait des séances d'information sur la politique relative aux OMD avant l'examen du budget national.

Les parlements seraient plus à même de participer à l'action en faveur des OMD s'ils recevaient plus systématiquement des informations. Cela permettrait en effet à tous les parlementaires d'être au courant des OMD, d'être mieux informés du processus correspondant et les inciterait à œuvrer à leur réalisation.

Ce devrait être une priorité pour tous les parlementaires que de faire connaître les OMD. Quatre-vingt quinze pour cent des parlementaires interrogés sont favorables aux OMD et la majorité d'entre eux a confirmé que ces objectifs les aidaient dans leur travail de parlementaires. Toutefois, la moitié des sondés pensent que nombre de leurs collègues ne suivent pas les progrès accomplis. Les parlementaires cumulant souvent deux emplois, ils disent ne pas avoir le temps de contrôler les progrès. Ce n'est toutefois pas le cas de tous les parlementaires et les réponses au questionnaire montrent que 45 % des parlementaires pensent effectivement que leurs collègues se tiennent au courant de ce qui se passe.

Cela étant, six des parlementaires interrogés avaient la sensation que leurs collègues n'avaient pas une connaissance suffisante des OMD et ont jugé que le gouvernement ne les informait pas assez et ne favorisait pas le débat sur le sujet. Certains parlementaires pensent que les OMD sont du ressort de l'Exécutif et non du Parlement.

Les OMD exigent une collaboration étroite entre le Parlement, le Gouvernement et les organisations de la société civile

Pour réaliser les OMD, il faut une collaboration étroite entre le Législatif, le Judiciaire et l'Exécutif, ainsi que la société civile et les citoyens. Les parlementaires sont d'abord des représentants du peuple. Ils sont les plus à même de savoir de quoi leurs électeurs ont besoin. Les parlementaires partagent l'idée qu'ils doivent travailler avec la société civile en ce qui concerne les OMD.

Ils obtiennent souvent de bons résultats lorsqu'ils travaillent directement avec les organisations de la société civile. On peut noter parmi les bonnes pratiques : groupes parlementaires, forums interactifs, consultations publiques sur la législation et réseaux féminins spécialisés.

TROISIEME PARTIE

Les OMD et le Parlement dans le futur

Les OMD indiquent clairement les priorités en matière de développement, au moyen de résultats mesurables. La grande majorité des parlementaires souhaitent que leur parlement participe davantage à la réalisation de ces objectifs. A l'approche de l'échéance de 2015, les parlementaires ont estimé que, pour renforcer la contribution des parlements à la réalisation des OMD, il fallait :

A) Renforcer sans cesse les capacités des parlements sur les OMD

Les parlementaires pensent qu'ils ont besoin de savoir mieux en quoi consistent les OMD, ce qui les lie entre eux, comment les intégrer dans les politiques nationales et comment appréhender les programmes et budgets de développement. Ils ont aussi le sentiment que l'échange de connaissances et la confrontation des expériences relatives aux OMD avec d'autres parlementaires, aux échelons régional et international, leur seraient utiles.

Les parlementaires ont aussi souligné qu'il fallait assurer un renforcement "continu" des capacités, chaque nouvelle législature s'accompagnant de l'arrivée de nouveaux élus.

B) Renforcer la fonction de contrôle du Parlement

La réalisation des OMD ne relève pas uniquement de l'Exécutif. L'une des fonctions cruciales du Parlement est de demander des comptes à l'Exécutif et de s'assurer qu'il s'acquitte de son mandat, ce qui est indispensable pour la réalisation des OMD. Bien que reconnaissant le rôle prépondérant de l'Exécutif, les parlementaires ont rappelé que, sur les questions de développement qui exigent l'adhésion, le Parlement offre un cadre sans exclusive qui permet de faire du calendrier de développement un calendrier vraiment national.

C) Améliorer la coopération et la coordination entre les différents secteurs

Les parlementaires pensent que la réalisation des OMD exigera des partenariats forts entre l'Exécutif et le Parlement, ainsi que la société civile et la communauté internationale. A cet égard, ils ont dit faire confiance à l'UIP.